

74e CONGRES DE L'U.N.E.F.

« RESOLUTION »

Toulouse, 28 avril – 1er mai 1990

INTRODUCTION

Augmentation des droits d'inscription, numéris clausus, amphes et TD surchargés, casse de l'aide sociale, professionnalisation des premiers cycles... les coups portés aux étudiants se multiplient.

La vie des étudiants se fait de plus en plus difficile. L'échec, la sélection sociale se renforcent.

Nos facs explosent. L'asphyxie budgétaire est organisée. Des dizaines de milliers d'étudiants se voient exclus de l'université lors des inscriptions ou poussés à renoncer pendant l'année.

Toutes les mesures annoncées par L. Jospin, renforcent la sélection et les inégalités. La rentrée prochaine s'annonce pire que celle qui vient de s'écouler.

Ces attaques touchent l'immense majorité des étudiants. Tous voient heurter de front leur aspiration à réussir leurs études pour réussir leur vie. C'est une véritable agression !

La résistance grandissante à la dégradation des conditions de vie et d'études a entraîné une modification de la situation. Le plus spectaculaire, c'est l'irruption de l'exigence des crédits supplémentaires, c'est la remise en cause de l'asphyxie budgétaire même.

Le mouvement de cet automne a montré la capacité des étudiants à lutter et à gagner. Le plus fort depuis 86, il a permis, à partir des revendications de chaque fac, d'unir des dizaines de milliers d'étudiants pour exiger des crédits d'urgence, un réinvestissement massif de l'Etat dans l'Enseignement Supérieur.

Depuis, les luttes continuent à se développer contre l'application des mesures concrètes proposées par L. Jospin.

Le gouvernement cherche à détourner les regards, mais s'obstine à vouloir imposer plus de sélection. Cette attitude suscite une poussée du mécontentement. Parfois, c'est l'explosion de colère.

Rien n'est joué.

Aggravation de la pénurie ou investissement réel de l'Etat ; accroissement de la sélection ou amélioration des conditions d'étude ; inégalitarisme renforcé ou justice sociale ; privatisation ou service public rénové.

Tout dépend de la force d'intervention de l'ensemble des étudiants et avec eux des enseignants et des personnels.

Un mouvement étudiant, fort, vigilant et démocratique est essentiel pour s'opposer efficacement à l'aggravation des conditions d'études et pour gagner les moyens nécessaires à une formation de masse et de qualité.

Là où elle a su mettre pleinement en oeuvre l'orientation de son 73^e Congrès, l'UNEF a contribué, de façon décisive, au développement de la riposte. Une seule chose la détermine : la défense au quotidien des intérêts des étudiants. Avec son 74^e congrès, l'UNEF a l'objectif de se déployer pleinement, d'investir le champ immense qui s'offre aux luttes, d'endiguer les progrès de la sélection pour imposer une université de la réussite pour tous.

PREMIERE PARTIE

LA POLITIQUE UNIVERSITAIRE ACTUELLE EST
INCAPABLE DE SATISFAIRE LES ASPIRATIONS
DES ETUDIANTS

I - UNE VOLONTE DE REUSSIR QUI SE HEURTE A LA POLITIQUE

MISE EN OEUVRE A L'UNIVERSITE

* Réussir pour assurer leur avenir.

Pour la masse des étudiants, le maître mot c'est "réussir". Ils veulent pousser le plus loin possible leurs études, continuer après un D.E.U.G., un D.U.T. ou un bac professionnel par exemple. L'augmentation du nombre d'étudiants, dans toutes les filières, bacheliers de l'année ou d'années antérieures en témoigne. L'enseignement supérieur leur apparaît comme un atout irremplaçable pour leur avenir professionnel. En outre, ils sont très attachés au respect du choix de leur filière afin qu'elle corresponde le mieux possible à leurs projets d'avenir.

En effet, pour accéder à un emploi stable, reconnu et bien rémunéré quand le chômage et la précarité se développent, pour avoir sa place dans la société, s'y épanouir et y jouer un rôle utile, les étudiants veulent une formation de qualité.

* Exigents pour la qualité et le contenu des cours.

Ces aspirations les poussent à être exigeants sur la qualité et le contenu des cours.

Les étudiants veulent être bien encadrés, avoir en cours et en T.D. des enseignants bien formés, disponibles et capables de répondre à toutes leurs questions. Ils veulent une formation en prise avec les avancées de la recherche et des technologies.

Etudier, cela implique d'avoir à disposition l'équipement nécessaire (en T.P., dans les bibliothèques...).

Ils veulent pouvoir développer leur esprit critique, leurs capacités d'analyse, ils aspirent au pluralisme et à la confrontation des idées, ils veulent s'ouvrir sur le monde.

* Casser les ambitions, former au renoncement.

Au désir des étudiants de réussir, de se former, la politique du gouvernement oppose une université de l'échec, elle casse leurs ambitions, leurs projets, elle les pousse à renoncer à leurs études. Un échec est minutieusement organisé qui pousse à 50 % des étudiants, à quitter la fac sans diplôme.

De fait, le gouvernement refuse de dispenser une formation de masse et de qualité. Dès l'inscription, le droit à la formation est remis en cause. Au-delà, l'absence de cours de soutien, de projet pédagogique, d'infrastructures, la démotivation et le "saquage" aux examens sont des ressorts très efficaces.

* Renforcer la sélection

La volonté croissante qui anime les jeunes d'étudier, d'élever leur niveau de qualification, se heurte à la sélection arbitraire, à l'exclusion organisée. Le scandale des inscriptions en premier cycle, l'instauration de "tests de niveau", la systématisation des numérisés, les "saquages" aux examens, les refus de redoublement, la limitation des équivalences, la création de pôles d'excellence européens, sont autant de procédés de sélection qui, sociologiquement, frappent davantage les étudiants issus des milieux les moins favorisés.

On assiste dans le même temps, à l'implantation de facs américanisées, (exemple : Metz) où les droits d'inscription dépassent 30 000 Francs.

On constate, par ailleurs, que les étudiants étrangers, plus particulièrement les étudiants hors C.E.E., sont victimes de discriminations particulières: lors des inscriptions avec le maintien chaque année, de la procédure illégale de "démarche de pré-inscription" et des refus d'inscription en l'absence de carte de séjour. Lors de l'obtention ou du renouvellement des titres de séjour, avec les tracasseries administratives et le contrôle illégal par la préfecture de "la réalité des études" qui, à partir de la simple appréciation d'un fonctionnaire, motive chaque année la reconduite à la frontière de milliers d'étudiants ; lors du séjour lui-même, discrimination devant les études (refus de redoublement, de réorientation, etc...) devant les Oeuvres sociales (limitation de l'accès aux cités U...).

* Précariser

Tandis que les étudiants veulent avoir des diplômes pour échapper au chômage, à la précarité, ils sont placés dès l'université, dans une situation précaire:

- le renforcement de la sélection sociale, notamment par la remise en cause du système d'aide sociale, conduit près d'un étudiant sur deux à se salarier, faire des "petits-boulots" ou travailler sans être déclaré, pour payer ses études ; de nombreux autres sont contraints à la dépendance financière : emprunts bancaires, aide de parents.

- les bibliothèques universitaires manquent de livres, de personnels, de locaux, elles dépérissent.

Enfin, des milliers d'étudiants sont parqués dans des antennes sans l'environnement indispensable, sans bibliothèque, cité et restaurant universitaires, et coupés du reste de l'université (second cycle, recherche).

Cette politique renforce l'échec et l'abandon, rend de plus en plus difficile et précaire, l'entrée des étudiants dans la vie active. Elle aggrave, en tout premier lieu, la sélection sociale.

* Combattre l'esprit critique

A la curiosité des étudiants, à leur esprit critique, on oppose le conformisme, on combat le pluralisme.

Pour réussir aux examens, il faut se réduire à bachoter, à faire du "par-coeur". Des étudiants sont recalés pour "délit d'opinion", notamment par le non-respect de l'anonymat des copies. Les atteintes aux libertés, à l'expression politique et syndicale se multiplient.

Les attaques contre tous ceux qui relèvent la tête, se multiplient. L'exemple de Rémi DARNE est, à cet égard, significatif : interdit de soutenance de mémoire de D.E.A. à l'université de Droit et Sciences politiques d'Aix-Marseille, pour avoir refusé de céder au chantage qui le sommait, de retirer un livre dont il est l'auteur.

L'université condamnée par le tribunal administratif, refuse d'appliquer la décision de justice et le gouvernement, sous couvert d'autonomie des universités ou d'indépendance de la justice, quand celle-ci est saisie, refuser d'intervenir dans cette affaire qui concerne les fondements mêmes de notre démocratie.

A la volonté de se former, de s'épanouir, on répond par la dégradation des conditions de vie et d'étude. Des options, des U.V. libres ou facultatives, des filières sont supprimées ou vidées de leur contenu.

L'université ne devient qu'un lieu de passage, sans lieu de vie, sans animation, sans culture, sans échange.

* Faire accepter cette politique

On le voit, cette politique heurte directement et brutalement les intérêts des étudiants. Pour éviter qu'elle ne soit remise en cause, le pouvoir a besoin d'étouffer la contestation, ou mieux, de faire accepter cette politique telle qu'elle est, douloureuse, en agissant sur les mentalités, en encourageant la résignation, en favorisant une pseudo-consultation, en renforçant la division.

Les non-lieux prononcés après les violences policières de décembre 86, l'instruction faussée du procès des assassins de Malik et sa conséquence, un verdict scandaleux qui blanchit les criminels, traduisent la volonté du gouvernement de ne pas ranimer le souvenir du projet Devaquet et la vague de révolte qu'il avait provoquée.

Il refuse de mettre hors la loi, le peloton des voltigeurs motorisés.

La répression contre les acteurs du mouvement étudiant, se développe.

Une énorme campagne d'intoxication, étayée par de multiples sondages, tente de faire accepter l'idée que les étudiants sont maintenant prêts à payer plus et à accepter la sélection.

II - LE PLAN JOSPIN : UNE ATTAQUE COHERENTE CONTRE NOTRE DROIT A ETUDIER

A mesure qu'ils sont mis en oeuvre, les projets gouvernementaux révèlent leur cohérence.

Dans leurs choix fondamentaux, ces projets recourent le projet Devaquet, ils vont dans le sens du désengagement financier de l'état, de la privatisation, de l'éclatement des formations. Ce sont ces mêmes projets, c'est cette même cohérence qui, à l'échelle européenne, ont conduit des milliers d'étudiants italiens, grecs, allemands, espagnols, britanniques, à occuper leurs universités. En France, le gouvernement a tiré des leçons de 1986 : il opère sans recourir à un projet de loi global, par petits bouts ou par décrets, obligé de contourner le mécontentement et les luttes revendicatives.

* Désengagement financier de l'état renforcé

Le désengagement financier de l'état est le problème majeur. Il encourage le recours à d'autres sources de financement.

Les collectivités territoriales financeraient les 2/3 des nouvelles constructions universitaires. Les communes, les départements et les régions déjà asphyxiées, assumeront le désengagement financier, ce qui accentuerait les inégalités géographiques. Dans la plupart des cas, les collectivités exigent un "transfert des compétences" qui, avec l'autonomie des universités, conduirait à la multiplication des diplômes d'université et, à terme, à la remise en cause des diplômes nationaux.

L'introduction accélérée de la privatisation, va de pair avec un rôle accru, voire prépondérant, des chambres patronales dans le choix des filières, leurs capacités d'accueil, et le contenu de formation.

Dans le même temps, le gouvernement, les universités continuent à presser toujours plus les étudiants et leurs familles, en augmentant les droits d'inscription, en instituant des frais d'inscription supplémentaires, en instaurant une taxe sur l'essence, voire un emprunt national.

* Eclatement des formations

Avec la contractualisation et une réforme programmée des premiers et second cycles, tout est mis en oeuvre pour que les universités choisissent la voie de l'éclatement des formations.

La multiplication des types de 1er cycle, sans équivalence pour la licence (DEUST, DU...), l'apparition de nombreuses filières de remise à niveau, transformées par manque de moyens en filières-parking, rendent de plus en plus difficile la poursuite des études.

Lionel Jospin l'avoue : il veut concentrer les premiers cycles sur certaines universités pour favoriser quelques pôles d'excellence à vocation européenne, seuls liés à la recherche. Il voudrait confiner les enseignants dans des tâches spécifiques par l'instauration de primes de recherche, d'enseignement ou de gestion.

La recherche non plus n'est pas épargnée : suppression de labos, militarisation rabougrissement des débouchés de DEA et de thèses.

On tente d'éloigner tous les premiers cycles de Paris : les 'antennes universitaires se multiplient en banlieue, parfois à plusieurs dizaines de kilomètres de la capitale. Pour livrer les propriétés universitaires à la spéculation immobilière, on voudrait recomposer le paysage universitaire parisien et supprimer 50 000 places dans Paris intramuros.

Aujourd'hui, 75 % des antennes sont le fruit d'un contrat entre une ville et une université. Au niveau national, il existe une forte demande de la part de villes moyennes, pour accueillir un premier cycle ou IUT alors que, généralement, celles-ci ne possèdent pas d'infrastructures pour accueillir les étudiants.

* Une réforme d'injustice sociale

Au lieu d'augmenter le nombre et le montant des bourses, il remet en cause un système d'aide fondé sur la justice sociale. Les bourses, jusqu'ici accordées sur critères sociaux par le Rectorat, seraient délaissées pour les prêts d'étude.

Si ce projet passait, les étudiants devraient faire leur demande de bourses directement auprès des universités qui décideraient selon leurs propres critères, d'attribuer soit une bourse, soit un prêt, soit une aide panachée. Ce système déjà mis en place dans d'autres pays a été un échec.

Si celui qui demande une bourse se voit accordé un prêt, ce serait à prendre ou à laisser. Les étudiants seraient pieds et poings liés à leur fac et, de plus, sur-endettés avant même d'entrer dans la vie active.

Les projets de construction de nouvelles résidences universitaires contribuent, par le prix prohibitif de leurs loyers, à créer un logement, une aide sociale à deux vitesses.

* En lien avec l'Europe de 92

Toutes ces mesures s'inscrivent dans la perspective de l'Europe de 92. Harmoniser la politique universitaire avec celle d'autres pays européens, est à la fois un objectif poursuivi et un moyen d'accroître la sélection et de remodeler l'université française.

Toutefois, le gouvernement français n'harmonise pas le pourcentage du PIB, consacré à l'Education Nationale, avec celui des autres pays européens.

A la masse des étudiants, on veut donner une formation limitée. Destinés à devenir une main d'oeuvre bon marché, précarisable, ils doivent s'adapter vite aux changements de créneaux rentables.

Par contre, les échanges avec les pays étrangers sont réservés à une petite élite bien formée, notamment dans le cadre des programmes ERASMUS et COMETT.

* Une arme : l'asphyxie budgétaire

Cette volonté de renforcer l'étatisme et la sélection sociale, de faire accepter aux étudiants tous les projets néfastes comme seule solution à leurs problèmes, s'appuie sur l'asphyxie budgétaire.

Le gouvernement fait le choix d'économiser sur le service public d'éducation, pour consacrer ces sommes à des domaines comme l'industrie de l'armement.

Cette politique heurte de plein fouet les aspirations des étudiants et leurs intérêts objectifs. Si ces projets n'étaient pas mis en échec, ce serait la remise en cause du droit à la formation. Des centaines de milliers de jeunes, aujourd'hui et dans les années à venir, en subiraient durement les conséquences.

III - UNE SEULE SOLUTION : L'ACTION

* 86-89 : de l'expérience de leur force à la revendication budgétaire

Dans cette période, l'état d'esprit des étudiants s'est transformé en profondeur.

En 1986, un million de lycéens et d'étudiants découvrent que leur nombre est une force, que tous unis et déterminés contre la sélection et la privatisation, on peut faire échec aux projets les plus graves.

Depuis, de nombreuses luttes se sont développées, rassemblant des milliers d'étudiants : contre la privatisation à Nice, contre les tirages au sort à Lille, pour des créations de postes à Rennes... Toutes ces luttes ont peu à peu, mis à l'index la misère des universités. Tout au long de ces mouvements, a grandi la revendication budgétaire.

Aujourd'hui, les étudiants reconnaissent massivement que le manque de moyens est la cause de leurs difficultés. C'est une remise en cause sans précédent, des choix budgétaires des gouvernements successifs.

* Les recours à l'action revendicative

C'est face à l'ampleur des coups portés, que les étudiants décident de la forme de riposte. Aucun préalable à la lutte, sous ces formes les plus diverses ne doit être posé, le seul mot d'ordre étant de gagner. Cet état d'esprit nouveau a entraîné une modification des formes de lutte.

Les étudiants se sont donnés des moyens d'action permettant à tous de participer, tout en allant en cours : signature de pétitions, participation massive aux manifestations lors des journées banalisées. Actuellement, les enquêtes d'opinion révèlent qu'un étudiant sur deux est prêt à participer à une manifestation pour obtenir une amélioration de ses conditions d'études.

L'ampleur des difficultés est telle qu'il est de plus en plus difficile pour un étudiant, de s'en sortir tout seul. Le mouvement de 89 le montre: l'idée "pour s'en sortir, il faut s'imposer, si nécessaire, au détriment des autres" recule et plus nombreux sont les étudiants à penser que "les mauvaises conditions d'études sont la cause principale de l'échec".

Ce recul de l'individualisme, cette prise de conscience des facteurs de l'échec, et le sentiment que les pouvoirs publics ne sont pas à la hauteur de la situation, élargissent les possibilités de lutte à l'université.

* Des aspirations convergentes avec les différents acteurs de l'université

Une autre caractéristique du mouvement de 89 a été de révéler les possibilités et la nécessité de lutter en convergence avec les différents acteurs de l'université.

Les différentes actions des enseignants, la remarquable lutte des personnels ATOS pour les salaires et l'emploi, précisément quand les étudiants veulent être plus et mieux encadrés, les prises de position de certains présidents d'universités parfois à l'initiative de journées banalisées, toutes ces expressions du ras-le-bol ont contribué à renforcer le mouvement étudiant, à obtenir des victoires.

* Profondément marqués par un climat social revendicatif

Au-delà des problèmes de l'enseignement, c'est l'ensemble des acquis sociaux qui sont attaqués : le gouvernement remet en cause la sécurité, la fonction publique, le SMIC, le droit au logement, les libertés publiques...mais là aussi, un fort mouvement revendicatif se développe. Les étudiants, dont beaucoup sont issus de famille en butte, à un niveau ou à un autre, à des difficultés, à des attaques brutales, ne sont pas imperméables à ce climat.

La montée du mouvement social participe à la plus grande disponibilité des étudiants à s'engager dans l'action.

DEUXIEME PARTIE

POUR SE DEFENDRE EFFICACEMENT , COMBATTRE
LES MAUVAIS COUPS ET GAGNER UNE UNIVERSITE
DE LA REUSSITE POUR TOUS , LE BON MOYEN ,
C'EST L'UNION DANS L'ACTION .

Les projets du pouvoir ne passent pas tout seul. De plus en plus nombreux, les étudiants résistent : ils font l'expérience qu'unis, déterminés, il est possible de se défendre et de gagner. Beaucoup dépend d'eux, et ils s'en rendent compte. Au point que parfois, c'est l'explosion dans les universités.

I - LE RASSEMBLEMENT A CHAQUE FOIS FAIT SES PREUVES

Aucun problème n'est insoluble. L'union et la mobilisation imposent des solutions à tout.

En 1986, c'est le rassemblement qui a fait mordre la poussière à Devaquet qui avait promis les universités à la loi du fric, à la concurrence sauvage, à la privatisation.

Ce mouvement a permis à un million d'étudiants et de lycéens de s'organiser tous ensemble pour prendre leurs affaires en main et changer leur avenir. Il a ouvert des perspectives immenses au mouvement étudiant.

Depuis, les étudiants ont souvent fait entendre leur voix et obtenu gain de cause.

* Aucun problème n'est sans réponse

C'est en débrayant les cours pour aller massivement en délégation devant les présidences des universités, que l'on a gagné le dédoublement d'amphis ou de TD

C'est en réagissant vite aux mesures racistes, en faisant signer des centaines de pétitions en quelques heures, en attaquant devant les tribunaux les mesures de reconduite à la frontière, en nous regroupant devant les préfectures, que l'on a sauvé des dizaines d'étudiants étrangers de l'expulsion.

C'est en nous mobilisant à plusieurs dizaines de milliers dans toute la France que l'on a arraché des rénovations de locaux universitaires et des constructions nouvelles.

C'est en refusant ensemble les atteintes au libre choix des facs, des filières et des UV que l'on a pu débloquer des centaines de dossiers d'inscription supplémentaires.

C'est en occupant des conseils d'administration, que l'on a empêché des suppressions de filière ou des suppressions de postes.

C'est parce que les résultats des cités de Nanterre et d'Antony ont décidé ensemble de faire la grève des loyers, qu'ils ont gagné la rénovation de leur cité.

A chaque fois, il a fallu se battre. Et pour que ça marche, il a fallu le faire à plusieurs.

* Pour se retrouver ensemble dans l'action, il faut s'écouter, décider ensemble.
C'est la démocratie.

Durant l'automne 89, nous avons encore partagé les mêmes conditions d'études insupportables, nous nous sommes retrouvés dans les mêmes luttes.

Les formes d'action et les revendications ont été décidées dans les assemblées générales. C'est là qu'ont été élus, à chaque fois, les délégués qui devaient rencontrer le ministre ou les députés.

Ce souci démocratique des étudiants a conduit, à chaque moment de la lutte, à rechercher des formes qui en ont permis l'élargissement : pétitions locales ou nationales, revendication de journées banalisées...

Cette recherche de formes de luttes, qui concilient la participation du plus grand nombre et la poursuite normale des cours, a permis de faire progresser le rassemblement.

Les structures du mouvement ont reflété cette aspiration majeure des étudiants, à une conduite démocratique des luttes.

Les interfaces informelles de coordination et d'information, où personne n'impose ses vues aux autres, mais qui dégagent des propositions d'actions, ont favorisé les convergences dans le mouvement et ont amené des perspectives de victoire.

Rassembler, c'est indispensable pour être efficace : c'est la condition pour gagner.

II - GAGNER UNE UNIVERSITE DE LA REUSSITE

Nous devons empêcher toutes les mesures actuelles car elles correspondent à une formidable aggravation de nos conditions d'études. Gagner une université de la réussite, c'est d'abord : refuser l'échec, la sélection, la remise en cause de l'aide sociale, et se battre pour le maintien des acquis actuels.

* Un financement public et national

D'autres réponses peuvent être apportées aux difficultés des étudiants. Nous avons besoin d'une autre université. Lors du mouvement Devaquet, lors des Etats Généraux de mars 87, ainsi que dans des luttes plus récentes, les étudiants ont exprimé leurs besoins, leurs exigences. Quelles sont-elles ?

Tous les mouvements que nous vivons revendiquent, fondamentalement, la justice sociale et l'égalité des chances. Cela ne peut se faire que par un financement public et national.

"C'est à l'Etat de payer". Il est nécessaire qu'une formation qualifiante et reconnue, soit délivrée au plus grand nombre. Deux millions d'étudiants en l'an 2000, ça n'est possible qu'en doublant dès maintenant, le budget des universités, dans le cadre d'un service public rénové.

Lui seul peut garantir l'égalité des contribuables devant l'investissement pour l'enseignement supérieur, alors que le financement par les collectivités locales entraînerait des différences de contributions, selon le lieu d'habitation.

Comment cela est-il possible ? Les moyens sont multiples, mais en tout état de cause, nous ne voulons pas que le doublement du budget de l'université se fasse sur le dos des budgets sociaux : il est possible de prélever sur le budget du surarmement.

La taxe d'apprentissage doit être collectée nationalement auprès des entreprises, premières à bénéficier de la formation, et redistribuée équitablement aux établissements publics, en fonction de leurs besoins ; ce qui garantit la non-ingérence du patronat dans nos formations. Les entreprises peuvent payer. La preuve : quand elles y trouvent leur intérêt, elles sont prêtes à les faire payer.

Il faut aussi taxer les profits spéculatifs qui parasitent la vie économique sans créer ni richesses nouvelles, ni emplois nouveaux.

De cette façon, 25 milliards de francs peuvent être dégagés tout de suite.

Contre l'élitisme et la sélection sociale, c'est le seul moyen de gagner.

* Gagner une université de la réussite

1. Une université du libre accès pour tous, à tous les niveaux : du bachelier au titulaire d'un DEA, d'un DEUG ou d'un DUT. Il faut développer les possibilités d'équivalence, supprimer les demandes d'autorisations de redoublement et les numerus-clausus. Il faut garantir le libre choix de la filière et de l'université en ayant le souci d'intégrer les étudiants salariés.

C'est cela qui nous permettra de répondre aux besoins croissants en techniciens, cadres et ingénieurs, et d'aller vers les deux millions d'étudiants en l'an 2000.

2. Une université de la réussite pour tous, où les examens seraient de réels contrôles des connaissances et notamment par le contrôle continu et non des barrages, non des palliatifs aux carences budgétaires.

Ainsi, gagnons le dédoublement des TD et amphis, ainsi que l'agrandissement des bibliothèques universitaires et installations techniques, labos, salles de TP. Il est important qu'immédiatement le taux d'encadrement soit ramené de : un enseignant pour 23 étudiants, à la norme européenne de : un pour 12, et que les enseignements soient assurés par des enseignants-chercheurs. Il faut encore une extension du nombre de facs, de leurs locaux, les rénover. Il faut enfin transformer les antennes en véritables centres universitaires ou universités avec tous les équipements nécessaires. Il faut prévoir aussi des structures accessibles aux handicapés.

3. Une université de la justice sociale qui permette l'accès de tous. Augmenter le nombre d'étudiants, c'est permettre à plus d'enfants d'ouvriers et d'employés, d'accéder à l'université. Cela signifie qu'il faut développer prioritairement l'aide sociale.

Il faut doubler le nombre et le taux des bourses, les mensualiser et faire que le versement du 1er terme, s'effectue en septembre. Nous demandons le maintien systématique des bourses pour les redoublants ou les étudiants qui changent d'orientation. Nous demandons que soit garanti l'octroi d'une bourse au retour du service national ou après une interruption d'études.

Il faut abroger le décret Valade sur les CROUS. Il faut rénover les cités-U ainsi que les resto-U existants ; il est de même urgent de reconstruire 150 000 nouvelles chambres de cités-U ainsi que des resto-U adaptés aux exigences actuelles des étudiants, à prix modique.

Nous exigeons le retour à la parité Etat/étudiants dans le prix du ticket de RU. Nous nous prononçons pour un droit égal à la santé pour tous. La MNEF et les autres mutuelles, telles qu'elles sont gérées aujourd'hui, ne le permettent pas. Il faut revenir à la cotisation unique à prix modique. Nous exigeons le financement par l'Etat, de la sécurité sociale étudiante, son réengagement dans le fond de solidarité universitaire, ainsi que l'installation de centres de médecine préventive dans toutes les universités.

4. Une université pour une jeunesse émancipée. Pour cela, il faut tout d'abord, la démocratie à l'université, avec une augmentation nette de la représentation étudiante au sein des conseils, avec la liberté d'information, d'expression dans les cours et les TD, avec le droit au local syndical ou d'association dans les universités, avec des espaces de créations et d'échanges, la suppression des conseils restreints.

Il faut gagner l'application dans tous les établissements d'enseignement supérieur des textes qui reconnaissent les droits politiques et syndicaux des étudiants et la représentativité de leurs organisations, contenus dans la loi Savary (26 janvier 1984) et la loi Jospin (10 juillet 1989). Il faut supprimer la sur-représentation des personnalités extérieures dans les conseils.

5. Une université d'échanges et de coopération, pour que chaque étudiant étranger puisse y suivre la formation de son choix, il faut supprimer notamment toutes les mesures discriminatives à l'encontre des étudiants étrangers. Quelle que soit leur nationalité, tous les étudiants ont les mêmes droits particulièrement, ils ont le droit de s'inscrire, conformément à la loi Savary, dans l'établissement et la filière de leur choix ; l'UNEF demande donc l'abrogation du décret de 1981, qui instaure la procédure des pré-inscriptions ; ils ont le droit de suivre des études de qualité, droit de bénéficier des Oeuvres Universitaires : aucun quota, aucune discrimination ne saurait exister, et l'UNEF s'opposera à toute mesure violant ce principe ; ils ont droit à la sûreté de leur séjour, au respect des droits de la défense :

Nous demandons que soit supprimée la condition de ressources pour l'octroi d'une carte de séjour, nous exigeons l'abrogation de la loi Joxe du 02 août 1989 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France, et à l'abrogation de la loi Joxe du 12 janvier 1990 sur le refus du séjour.

"Nous appelons l'ensemble de la communauté universitaire, étudiants, enseignants, personnels, à se rassembler massivement pour empêcher toutes les reconduites à la frontière, d'étudiants étrangers : décrétons - Facs interdites aux expulsions ! "

0,3 % des étudiants, bénéficient d'une bourse du programme ERASMUS, aujourd'hui réservé à une élite triée sur le volet. Nous dénonçons la conception élitiste d'ERASMUS et exigeons pour tous ceux qui souhaitent étudier à l'étranger, la multiplication des bourses d'études à l'étranger et de vrais programmes d'échanges et de coopération.

6. L'UNEF et le service militaire :

Pour de nombreux étudiants, le service national est vécu comme une coupure, parfois cela n'est pas sans conséquences sur la suite de leurs études ; il faut donc que les possibilités de report, et que les formes de services tenant compte de leurs qualification, soient élargies.

Il faut ramener le service national de 1 an à 6 mois.

Il ne doit pas y avoir de discriminations envers les objecteurs de conscience, notamment pour la durée du service.

Enfin, l'UNEF s'oppose à l'emprisonnement des insoumis.

L'application du programme ERASMUS se fait au détriment des étudiants hors CEE. Il faut un accueil adapté aux besoins de tous les étudiants étrangers.

Reste à démultiplier la coopération d'université à université pour améliorer le contenu des formations et notamment jouer un rôle d'aide au développement pour les régions du monde qui en ont le plus besoin.

* Ces objectifs sont accessibles

ces besoins sont actuels. Les étudiants le ressentent. Nombre de ces revendications, dont l'UNEF est porteuse, s'expriment à travers les luttes.

Loin d'être un projet irréaliste, ces objectifs sont accessibles. Le rapport de forces peut à tout moment, permettre la conquête d'avancées, une à une ou globalement, qui aillent dans leur sens.

IV - L'U.N.E.F. AU SERVICE DU RASSEMBLEMENT

Face aux coups qu'ils subissent, aux menaces qui planent sur leur avenir ou leur formation, les étudiants ont besoin d'une organisation porteuse de leurs aspirations, de leurs revendications, avec laquelle ils puissent s'organiser pour se défendre chaque fois que c'est nécessaire.

Cette organisation, c'est l'UNEF. L'objectif d'unir les étudiants pour défendre leurs intérêts, c'est son activité.

A l'UNEF, ne rien laisser passer lorsqu'il s'agit d'injustices ou d'atteintes aux droits, c'est notre raison d'être.

Depuis le 72^e congrès, nous avons progressé dans notre pratique : parce que nous avons pris toute notre place dans les structures d'action décidées par les étudiants, parce que nous sommes plus déterminés, mieux à l'écoute, plus rapides à organiser l'action, nous avons aidé des milliers d'étudiants à s'en sortir, à obtenir que justice leur soit rendue, à améliorer leur situation.

Nous avons largement contribué à l'expression d'un vaste mouvement pour gagner des crédits supplémentaires, qui a imposé des mesures d'urgence.

Ce faisant, nous avons acquis une expérience précieuse qui nous aide, à trouver de meilleures façons de rassembler.

* Un problème banal, ça n'existe pas

Nous refusons de banaliser certains problèmes. S'ils sont contraires à l'intérêt des étudiants, l'UNEF est premier rang pour les combattre.

Les petites luttes, ça n'existe pas. Un photocopie gagné dans un cours, ça peut paraître dérisoire ; pour l'étudiant qui en bénéficie, ça peut être déterminant. A l'UNEF, on ne se résigne à rien.

* Nous tourner vers plus d'étudiants

En déclarant de riposter à tout ce qui va mal, on est plus fort, plus prêt à mettre en échec les injustices les plus graves, on fait vivre un climat persistant de contestation, un esprit de révolte. On conforte les aspirations de nombreux étudiants, on renforce leur combativité.

Ce faisant, nous jouons un rôle moteur dans le mouvement étudiant. Quand la situation explose, nous sommes une force d'initiative et de propositions reconnue.

Aujourd'hui, l'UNEF est en capacité et se doit d'aller beaucoup plus loin. C'est nécessaire.

Les problèmes sont partout, dans tous les cycles, dans toutes les filières.

Sur de nombreux aspects de leur vie, les étudiants râlent, sans que personne n'appelle à l'action : les files d'attente interminables devant les resto-U, les bibliothèques dépourvues de livres, les transports coûteux et insuffisants, les loyers exorbitants des chambres et studios dans les villes universitaires...

Dans les cités universitaires, les résidents sont confrontés à la dégradation des conditions de vie, à l'augmentation des loyers.

Il nous faut plus nous tourner vers eux, notamment avec la Fédération des Résidences Universitaires de France (FRUF).

Par ailleurs, les étudiants qui souhaitent poursuivre leurs études dans un cycle de recherche, sont en butte à la fermeture de laboratoires, à la réduction de leurs crédits, à la suppression de D.E.A., à l'insuffisance de bourses de troisième cycle et d'allocations de recherche.

De plus, la recherche scientifique est souvent soumise à des contrats militaires et à des financements privés.

Les étudiants en architecture sont confrontés à un projet de réforme qui renforce la sélection.

Les étudiants en UFR - STAPS (ex UEREPS) souffrent du manque de postes offerts au CAPEPS...

D'une manière générale, défendre les intérêts des étudiants, cela exige d'être beaucoup plus attentif à ce qu'ils disent et être prêt à proposer l'action.

IV - UNE CONCEPTION DE L'UNION RESPECTUEUSE ET DETERMINEE

Nous voulons rassembler tous les étudiants tels qu'ils sont, dans leur diversité et sans autre préalable, quelles que soient leurs idées, leurs préoccupations.

Dans ce rassemblement, on ne met pas nos propositions et nos revendications dans notre poche. La plupart est issue des luttes elles-mêmes, ou alors, ce sont les réponses qui nous semblent les plus appropriées aux difficultés concrètes des étudiants. Nos propositions n'émanent jamais d'une élite qui aurait réponse à tout, mais sont étroitement liées au mouvement tel qu'il se développe et aux diverses situations des étudiants.

Cependant, en aucun cas ces propositions ne sont un obstacle à la lutte commune. Il n'est pas nécessaire que les étudiants soient d'accord avec tout ce que nous formulons, ni nous avec ce que pensent les étudiants, pour engager ensemble la riposte face à la sélection. Au contraire, nous mettons nos propositions en débat, cela nous permet de les faire connaître et en même temps de les enrichir. Nous mettons en avant nos convergences pour agir ensemble.

Ainsi, le mouvement de l'automne 89 a permis de développer pleinement cette conception de l'union. Nous nous sommes battus sur ce qui rassemblait la majeure partie des étudiants : les crédits d'urgence. Dans les luttes, dans le mouvement, nous avons fait grandir notre proposition du doublement du budget de l'Enseignement Supérieur et avons gagné des améliorations immédiates.

De fait, l'UNEF a été à l'initiative d'un mouvement de masse, auquel ont pris part de manières diverses, des dizaines de milliers d'étudiants. Si nous avions mis nos revendications en préalable, jamais ce mouvement n'aurait eu un tel développement. C'est aussi en étant respectueux des formes et des revendications exprimées dans les A.G., que nous avons pu faire progresser ce mouvement.

Malgré cela, il ne s'est pas développé dans suffisamment d'universités. Nous y avons une part de responsabilité par l'insuffisance de mise en oeuvre de notre orientation, par nos insuffisances d'organisation, de convictions, de perspectives, qui ont limité les convergences nationales et la force du mouvement. Notre orientation de rassemblement n'est pas en cause. Au contraire, c'est en progressant dans son application que nous dépasserons ces limites.

Cette attitude n'est pas conjoncturelle, mais correspond à notre conception profonde du mouvement. A savoir : lorsque les étudiants prennent leurs affaires en mains et décident ensemble, cela va à l'encontre de la progression de l'individualisme et de la résignation dont le gouvernement a besoin pour faire passer ses projets dans l'enseignement supérieur.

Cette attitude, c'est la seule qui puisse nous permettre de transformer chaque coup de colère, en lutte qui gagne. Et pour que tous s'y retrouvent, ce qui doit être au coeur, ce sont bien les revendications décidées démocratiquement, entre syndiqués et non syndiqués.

Décider en commun de nos modes d'actions, de nos revendications, c'est notre façon de faire.

C'est parce que nous sommes déterminés à aller jusqu'à la victoire, que nous sommes respectueux des formes du mouvement et des revendications exprimées dans les A.G. et les comités.

V - AVEC LES ELECTIONS UNIVERSITAIRES, PROLONGER LES LUTTES,

PROLONGER L'UNION

Depuis 1988, de nombreuses élections ont eu lieu, que ce soit au niveau des U.F.R., des conseils centraux ou des C.R.O.U.S., l'ensemble des étudiants a été appelé à se prononcer lors de ces consultations.

* Un fait dominant : l'abstention

Le fait majeur qui continue à dominer les élections, les unes après les autres, c'est le très fort taux d'abstention. Selon le type d'élection, entre 80 et 95 % des étudiants, ne vont pas voter.

Les raisons de cette abstention sont multiples. L'attitude de l'administration en est une. En effet, bien souvent, elle ne fait rien pour prévenir les étudiants que des élections vont avoir lieu. Les envois de convocations avec professions de foi sont l'exception. De plus, les bureaux de vote sont rarement dans les endroits les plus fréquentés et les trouver, tient en général du jeu de piste. Enfin, les élections se déroulent souvent sur peu de jours.

Une autre raison de cette abstention, est la sous-représentation des étudiants dans les conseils. Dans les CROUS, depuis la fin de la parité entre étudiants et représentants de l'administration, le poids des élus a été considérablement diminué et dans les conseils d'UFR ou dans les conseils centraux, rares sont les facs qui proposent un nombre d'élus étudiants maximum, par rapport à ce que prévoit la loi.

Le plus souvent, les étudiants ne connaissent pas leurs élus, lesquels ne les informent pas des projets qui sont examinés par les Conseils, ne leurs rendent pas compte des décisions qui y sont prises. De la sorte, comment pourraient-ils se sentir concernés par les élections universitaires ?

Enfin, la raison majeure de l'abstention, demeure le décalage qui existe entre les élections proprement dites et les préoccupations des étudiants.

En effet, bien souvent les campagnes électorales apparaissent plus comme des guerres de chapelles où chacun essaie de défendre sa portion de territoire plutôt que comme un moment où l'on peut s'exprimer sur ses conditions d'études et de vie. Cela ajouté au fait que le syndicalisme demeure un fait minoritaire à l'université, est aussi un facteur essentiel de l'abstention.

Plus que jamais, notre objectif est de faire de chaque consultation, un moment de lutte qui soit utile pour se faire entendre. Alors que l'on se bat toute l'année pour gagner des crédits supplémentaires, pour obtenir l'amélioration de nos formations et de nos conditions d'études, ce serait trop bête, lorsque l'on nous en donne la possibilité, de ne pas nous faire entendre.

* Progression des listes de rassemblement soutenues par l'U.N.E.F.

La seconde caractéristique majeure des dernières élections, c'est la remontée de notre influence. Que ce soit lors des dernières élections au CROUS, ou dans les conseils d'administration des facs, les listes de rassemblement soutenues par l'UNEF ont connu un réel progrès.

Partout où nous élaborons nos listes de façon publique et débattons démocratiquement de nos plate-formes avec les étudiants, partout où l'UNEF est présente, active, rassembleuse dans la lutte, nous marquons des points.

Notre ambition est de rendre majoritaires dans un contexte de meilleure participation électorale, les listes de rassemblements que nous soutenons.

C'est une des conditions de la construction du rapport de forces dont nous avons besoin à l'université. C'est permettre l'expression de revendications des étudiants à tous les niveaux.

Des progrès ont été accomplis dans l'activité de nos élus. Mais ceux-ci doivent devenir encore plus, le relais des luttes étudiantes dans les conseils, ceux qui alertent sur les menacés et qui appellent à réagir. Loin d'être des notables, ils doivent être à la pointe et au service des luttes.

Pour que nos listes soient pleinement représentatives du mouvement, pour que nos plate-formes collent au plus près des aspirations des étudiants, la préparation des élections doit être la plus publique possible. Discuter précisément de la plate-forme, avec l'ensemble des étudiants d'un amphi, cela ne veut pas dire : mettre nos propositions au placard, mais les amener comme éléments dans le débat sans en faire un préalable. Cela nécessite une meilleure préparation.

C'est également vrai pour ce qui concerne le choix des candidats. Ceux que les étudiants veulent voir élire, ce sont les plus représentatifs du mouvement, ceux qui ne laisseront passer aucun mauvais coup et nous alerteront à chaque fois que c'est nécessaire, ceux qui prépareront les conseils avec eux et qui rendront compte de leur mandat.

* Recul sérieux des listes de l'UNEF - ID stabilisation des listes de Droite

Les élections de ces derniers mois ont été également marquées par un effondrement des listes présentées par l'UNEF-ID.

A trop marquer son soutien à la politique gouvernementale et à désertier les luttes revendicatives, l'UNEF-ID perd un quart de ses voix et de son influence.

Avec les progrès du vote de contestation qui s'est porté sur les listes de l'UNEF-ID, c'est un sévère désaveu de la politique qui aggrave la sélection sociale à l'université.

A noter aussi, la stabilisation de la droite avec des gains de voix pour l'UNI, composés par le recul du CELF.

* Le résultat des organisations indépendantes

Un dernier fait marquant des dernières élections dans les C.A. a été la forte progression des listes indépendantes. Cela traduit la volonté des étudiants, d'avoir des élus sur qui ils puissent pouvoir compter, notamment parce qu'ils les connaissent. Le propre des élus indépendants, était d'occuper un terrain local, les étudiants voient parfois en eux, les meilleurs relais de leurs préoccupations quotidiennes, d'autant plus quand nous sommes absents du terrain revendicatif. Dans les conseils, il est possible de travailler avec eux, car ils sont dans certains cas, élus sur des plate-formes proches des nôtres. Nous tourner aussi vers eux, c'est nous donner les moyens de faire grandir le rassemblement à la fac, et de faire barrage aux mesures sélectives.

Néanmoins, ce "vote indépendant" ne permet pas que s'exprime avec force des exigences revendicatives, il ne porte pas de perspective et ne favorise pas la construction du rapport de forces dont les étudiants ont besoin. C'est pourquoi nous ne nous satisfaisons pas de sa progression.

Nous n'avons pas vocation à être les seuls défenseurs des intérêts des étudiants par contre, nous sommes les seuls à être déterminés partout et en toute circonstance, à faire que les étudiants se rassemblent, prennent leurs affaires en main pour faire barrage à l'austérité. C'est en toute circonstance, ce qui guide notre attitude.

La gravité des attaques contre nos conditions d'études, contre notre droit à acquérir une formation de haut niveau, appelle la riposte la plus large possible.

Nous partageons l'avis des étudiants qui disent qu'aujourd'hui, face aux attaques que nous subissons tous les jours, pour obtenir les crédits en plus, on a besoin de tout le monde, d'un grand coude à coude. Ce qu'ils réclament, c'est l'unité syndicale la plus large possible aussi.

C'est vrai que lorsque les organisations étudiantes sont dans le mouvement, c'est un plus pour le faire progresser. Quand on y est tous, on est plus fort. C'est pourquoi nous renouvelons notre appel à l'unité syndicale.

Or, nous devons constater que l'UNEF-ID a fait le choix de s'écarter du terrain des luttes et de couvrir la politique gouvernementale. Avec beaucoup d'étudiants, nous regrettons ses tentatives de dévoyer le mouvement de l'hiver dernier.

Mais l'UNEF ne se résoud pas à la division. En effet, celle-ci affaiblit le mouvement étudiant. Nous n'aspirons pas à être seul pour combattre les projets élitistes à l'université, au contraire, tous nos efforts visent à rassembler.

D'autant plus que dans cette situation, l'UNI et le CELF en profitent pour développer des idées de sélection et d'exclusion, et appellent le gouvernement à pousser plus loin encore dans ces directions.

C'est pourquoi, nous renouvelons notre appel à l'unité syndicale dans l'action.

Bien entendu, nous ne souhaitons pas une alliance pour une alliance, sur n'importe quoi. Soucieux de l'intérêt des étudiants, nous sommes prêts à travailler avec quiconque agira dans le sens d'une amélioration de nos conditions de vie et d'étude. C'est à partir des luttes, dans le mouvement, que nous obtiendrons l'unité la plus efficace pour gagner sur des revendications précises.

En aucun cas, il ne s'agit d'une unité au sommet, au-dessus des étudiants. D'ailleurs, bien souvent, au niveau de nos AGE, nous avons fait la cruelle expérience de l'inefficacité de tels accords. Par contre, gagner des crédits supplémentaires pour mettre en échec la réforme de l'Aide Sociale, par exemple, nous savons que tous ensemble, étudiants, enseignants, ATOS, unis et déterminés dans la bataille, c'est un plus pour obtenir de telles mesures. C'est dans ce sens que nous avons lancé un appel national à toutes les organisations syndicales durant le mouvement de 1989.

Cette unité d'action se construit à la base, démocratiquement, les étudiants décident ensemble des moyens d'actions et des revendications.

Aujourd'hui, tous nos efforts doivent tendre à rassembler. A faire tout ce qui dépend de nous pour que la riposte soit la plus large possible. L'unité syndicale, en n'étant en aucune manière un préalable à la lutte, est un atout supplémentaire pour construire le rassemblement dont nous avons besoin pour nous défendre, et avancer dans le sens d'une université de la réussite.

VII - NOUS TOURNER VERS LE MILIEU ASSOCIATIF

Nous avons besoin de nous ouvrir très largement au monde extérieur, et notamment au monde culturel. En effet, l'université doit être un lieu d'échanges, de confrontation, mais aussi d'expression et de création, en liaison avec le monde artistique. L'UNEF a donc besoin d'être présente sur ce terrain, voire, à l'initiative de certaines manifestations liées avec ses actions.

De façon plus générale, nous avons la possibilité de développer des actions convergentes avec de nombreuses associations, c'est d'ailleurs ce que nous faisons ponctuellement et c'est souvent un atout pour un rassemblement plus large dans, et hors de l'université. Avec les associations anti-racistes, pacifistes, de la jeunesse, l'UNEF ne doit pas hésiter à s'associer à toute initiative qui permette le rassemblement des étudiants sur les questions du désarmement, de la précarité, de la lutte pour les droits de l'homme, etc...

De plus en plus, sur des questions précises, se créent des collectifs regroupant plusieurs dizaines d'organisations. Ce fut le collectif pour l'abrogation de la loi Pasqua, c'est le collectif pour la libération de J.P. Casabonne, le collectif pour l'égalité des droits ou bien "Ca suffat comme ci !" Partout, l'UNEF a sa place à prendre.

VIII - ETRE SOLIDAIRES DES ETUDIANTS EN LUTTE PARTOUT DANS LE MONDE -

RASSEMBLER POUR LA PAIX ET POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

Nous sommes aux côtés des étudiants qui luttent, partout dans le monde, pour une université de la réussite pour tous, pour un enseignement démocratique et pluraliste.

Les étudiants prennent toute leur place dans le mouvement du monde, ils sont acteurs dans les luttes pour l'émancipation des peuples, la liberté, la démocratie, la justice sociale, la paix.

- Ils participent aux processus de libération nationale : confrontés à des degrés divers, à la ségrégation sociale, à la répression policière ou militaire et à la torture, ils combattent pour leurs droits, leur liberté.
- Ils se révoltent contre ce qui met en danger leur vie, leur environnement, leur santé : la course aux armements, les essais nucléaires et l'utilisation des armes chimiques et bactériologiques.
- Ils sont parfois en butte à la politique de l'Etat français. Quand notre gouvernement arme les dictatures, commerce avec elles, se tait sur les atteintes aux droits de l'homme dans les pays qu'il soutient, quand il pratique lui-même le terrorisme en sabordant le Rainbow-Warrior, il s'oppose à la lutte et aux intérêts des peuples et des étudiants dans le monde.
- Quand à Paris, en 1989, les sept pays les plus riches, premiers responsables du sous-développement, rééchelonnent la dette aux dépens des peuples qui souffrent de la famine, nous crions : "Ca suffat comme ci !".

C'est bien dans cet esprit que doit être développée l'activité de solidarité internationale de l'UNEF.

* Quelques axes de rassemblement de solidarité

Solidaires des étudiants et du peuple sud-africain, pour que cesse tout de suite la ségrégation inhumaine qu'ils affrontent, autant dans l'éducation que dans tout autre domaine ; après la libération de Nelson Mandela, la lutte continue pour que s'instaure en Afrique du Sud, un régime basé sur l'égalité et la démocratie.

L'UNEF doit prendre sa place dans toutes les initiatives possibles pour obliger le gouvernement français à appliquer les sanctions exigées par Nelson Mandela, l'ANC, l'ONU : le boycott à 100 % jusqu'à la liquidation de l'Apartheid.

Solidaires des étudiants palestiniens victimes avec tout leur peuple, d'une sanglante répression. Quand un gouvernement se permet de fermer les universités et les écoles pour empêcher la contestation, pour écraser une culture, quand aux pierres, l'armée israélienne répond avec des fusils ; il faut nous battre pour gagner la réouverture des universités palestiniennes et l'auto-détermination de ce peuple. L'Etat français, en temps que membre du Conseil de Sécurité de l'ONU, doit exiger la convocation immédiate d'une conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient, en acceptant l'OLP comme représentant légitime du peuple palestinien. L'UNEF doit contraindre le gouvernement français à agir dans le sens d'un règlement négocié, qui aboutisse à la coexistence pacifique de deux états souverains.

Solidaires des étudiants nicaraguayens qui, du fait de l'impérialisme américain et de son relai local depuis les récentes élections, continuent à manquer cruellement de moyens. En collaboration avec l'UNEN, l'UNEF a lancé la collecte des livres dont les étudiants ont besoin au Nicaragua.

Solidaires des étudiants de RDA qui défilent récemment aux cris de "non aux facs Deutschmark".

Solidaires des étudiants italiens qui luttent aujourd'hui contre un projet porteur de toujours plus de sélection et d'inégalités à l'université.

Solidaires des étudiants chinois sauvagement réprimés au printemps dernier, et qui exigent plus de démocratie, un enseignement pluraliste.

Solidaires des étudiants d'Afrique Noire, qui subissent dans leur enseignement et dans leur vie, les conséquences du diktat des pays riches, du FMI, ...

Nous n'adaptions pas nos principes aux circonstances, nous défendons par nos actes, les droits de l'homme partout et pour tous.

Cette volonté de solidarité concrète, c'est l'affaire de tous dans l'UNEF. Alerter, proposer la solidarité aux étudiants de France, doit donc être partie intégrante de l'activité de nos associations.

C'est dans ce sens, que l'UNEF appelle à un large rassemblement dépassant les frontières. Il s'agit maintenant, de dégager des perspectives de luttes communes.

* Résolutions actifs pour le désarmement

Nous sommes animés dans notre démarche, par des valeurs de coopération, d'entraide et d'échanges. Dans de nombreux pays et pour ce que nous connaissons, la France, les dépenses d'armement sont un immense gâchis. Partout cet argent utilisé pour la mort, peut servir à améliorer nos formations. L'UNEF se prononce pour l'arrêt immédiat des essais nucléaires.

C'est à partir de cela, que l'UNEF se détermine dans son combat pour le désarmement.

La coopération au sein des structures internationales, auxquelles nous participons et qui sont en pleine restructuration, est un atout pour le développement d'une solidarité concrète, et pour l'échange des réflexions ou des expériences de lutte des étudiants dans le monde.

C'est dans ce sens, que l'UNEF agit au sein de l'UIE, de l'ESIB et du Meeting Européen, pour que ces structures deviennent utiles aux étudiants et à leurs luttes.

IX - LIBERTE POUR CASABONNE

Il y a près de trois ans, Jean-Philippe Casabonne était injustement jeté en prison.

Trois ans pendant lesquels, il a refusé le chantage des gouvernements espagnols et français, sa libération contre la reconnaissance de sa culpabilité.

Trois ans pendant lesquels, sa famille, ses amis, les organisations qui le soutiennent, se sont heurtés au mur du silence, au lock-out de la presse, au refus du gouvernement français de prendre sa responsabilité face à ce déni de justice.

L'UNEF a fait connaître aux étudiants, en France et dans le monde, la scandaleuse détention de Jean-Philippe, les a invité à se rassembler pour exiger sa libération immédiate et sans condition.

TROISIEME PARTIE

L'UNEF, L'ORGANISATION DE MASSE DONT LES
ETUDIANTS ONT BESOIN POUR SE DEFENDRE

Face à la dégradation de nos conditions d'études à tous les niveaux de l'enseignement supérieur, à une sélection accrue et au refus du gouvernement et de la majorité des députés, de débloquent les crédits nécessaires pour nos universités, il nous faut nous rassembler pour nous défendre au quotidien dans nos TD, dans nos amphis, dans nos centres. Pour cela, les étudiants ont besoin d'un syndicat fort de milliers d'adhérents, d'associations dans tous les centres et dans toutes les filières.

I - L'ASSOCIATION U.N.E.F., POLE D'INITIATIVE, FACTEUR D'UNITE DES ETUDIANTS

L'association est au coeur de la vie des étudiants au plus près de leurs aspirations. C'est elle qui nous permet de démultiplier les luttes et de faire de chaque étudiant, un acteur du rassemblement. Ne rien laisser passer, réagir à chaque coup porté, animer nos lutte de bout en bout pour les mener à la victoire, c'est cela prendre l'initiative.

L'association nous permet dans notre TD, d'être à l'initiative pour exiger des examens dans de bonnes conditions, une amélioration de notre formation...

Etre présents à tout moment, partout, pour répondre à chaque coup porté et notamment lors des chaînes d'inscriptions, pour accueillir les nouveaux bacheliers, préparer les conditions de la riposte, réagir aux refus d'inscription est une nécessité pour répondre à chaque coup porté.

Elle nous permet de connaître les aspirations des étudiants de notre filière, sur tel ou tel problème, d'être donc au plus près de leurs sensibilités et de dégager avec eux des axes de lutte pour améliorer nos conditions de vie et d'études.

Améliorer nos conditions de vie et d'études, s'inscrit aujourd'hui dans une perspective de durée. Pour cela, le rassemblement de tous ceux qui ont besoin de se défendre, qui souhaitent obtenir des crédits d'urgence, est une condition essentielle de réussite.

Informers les étudiants des décisions des Conseils, de la politique des universités, de nos propositions en liaison avec les élus, ouvrir un large débat sur les problèmes vécus à la fac et leurs solutions, permet aussi de rassembler tous les étudiants qui ont à coeur de réussir leurs études.

Ainsi, en étant offensifs sur chaque question, nous pouvons inscrire notre lutte pour un meilleur budget dans un cadre de longue durée.

Mais, si pour agir on n'a pas besoin d'être syndiqué, pour gagner sur nos revendications, on a besoin d'une structure permanente, on a besoin de renforcer notre organisation. C'est nécessaire partout.

Face aux mauvaises conditions de vie et d'études en Cité-U et face aux réponses du gouvernement visant à privatiser les oeuvres universitaires, plus que jamais, les résidents ont besoin d'une organisation spécifique qui a l'objectif d'unir les résidents contre les hausses de loyer et la dégradation de leurs conditions de vie.

La nécessité de développer les luttes dans les cités, doit pousser les AGE de l'UNEF à aider à l'implantation de la FRUF.

II - RENFORCER LES ASSOCIATIONS U.N.E.F.

Le renforcement est lié à notre orientation syndicale : chaque nouvel adhérent est un potentiel supplémentaire de rassemblement à la fac. C'est pourquoi, nous devons nous renforcer là où nous existons, être beaucoup plus nombreux dans nos TD, nos amphis, sur notre centre, développer et structurer nos associations. De la sorte, nous multiplions nos capacités de rassemblement.

Il nous faut aussi nous adresser en grand au million d'étudiants (que nous sommes), aller plus loin dans notre démarche de renforcement, nous implanter dans toutes les années et partout où nous ne sommes pas encore présents: dans les centres universitaires, les IUT, les antennes délocalisées, mais aussi dans les écoles d'architecture, en médecine où se développent des mouvements d'ampleur, dans les BTS, les écoles d'ingénieurs, les classes préparatoires, les IEP et les UFRSTAPS, eux aussi victimes de la dégradation de leurs conditions d'études et de la sélection.

Ces étudiants sont trop souvent dépourvus de forces organisées, revendicatives, pour les rassembler, les aider à se défendre. Aussi, développer les implantations de l'UNEF, c'est participer à la construction d'un rapport de forces local et national, créer les conditions pour se défendre efficacement dans ces centres.

La question du renforcement doit être au centre des préoccupations de chacun, du bureau d'AGE de chaque association, il faut la faire partager à l'ensemble de nos adhérents. C'est un enjeu pour gagner, pour donner du punch au mouvement étudiant. C'est un enjeu pour le devenir de l'université.

III - L'U.N.E.F. OUVERTE A TOUS

Depuis 1988, l'UNEF progresse en nombre d'adhérents. Mais les étudiants ont besoin d'une UNEF bien plus forte encore.

Notre volonté est de nous ouvrir à tous les étudiants, sans aucun préalable parce que l'UNEF est indépendante de tout parti politique, de toute religion ou idéologie, tous y ont leur place, pour peu qu'ils veuillent se défendre, agir pour changer l'université, servir une cause de solidarité, être informés..

* Etre accessible

Nous avons besoin de nous ouvrir très largement pour remettre l'UNEF entre les mains de tous ceux qui ont besoin de se défendre, permettre à chacun de s'approprier la force syndicale de la filière qui décide de résister aux avancées de la sélection. De très larges possibilités de renforcement existent pour peu que l'on adopte un ensemble de pratiques simples : réunir l'association UNEF de façon publique, faire élire partout des délégués d'amphi, syndiqués ou non, et travailler avec eux, multiplier les pratiques les plus rassembleuses.

C'est cela qui nous permettra de démystifier l'engagement syndical. Renforcer l'UNEF est alors à la portée de chaque adhérent en discutant dans son amphi.

Dans ces conditions, solliciter un soutien financier est naturel et nécessaire. Etre accessible, c'est aussi poser les conditions de notre expression, les étudiants le comprennent et nous soutiennent comme le montrent les expériences de collectes en amphis. Pour ne pas bailloner l'UNEF, il nous faut développer une politique financière offensive et à la hauteur de nos objectifs.

IV - LA DEMOCRATIE SYNDICALE

* Objet de batailles, d'exigences, la démocratie syndicale est à améliorer.

A l'UNEF, chacun compte pour un. Les décisions se prennent ensemble, dans l'association. C'est par la discussion entre tous les adhérents de l'UNEF, que l'on est le plus efficace pour décider des initiatives les plus urgentes, celles qui concernent le plus de monde.

Présent ou pas à la réunion de l'association, chacun est informé de l'action qui y a été décidée et doit pouvoir y trouver sa place.

Pour faire vivre la démocratie, permettons à chacun de participer à sa manière dans son amphi, son TD, en cité-U, en faisant circuler une pétition, en diffusant un tract, en établissant le dialogue ; c'est la condition pour construire un mouvement ample de riposte.

La participation régulière des A.G.E. aux travaux du Collectif National, qui est l'organe de décision de l'Union Nationale entre deux congrès, est un enjeu pour notre fonctionnement démocratique.

A ce niveau là, aussi, les décisions se prennent ensemble : c'est là que l'on décide des axes revendicatifs prioritaires et les initiatives nationales avec le souci de favoriser les convergences nationales, sur les questions pour lesquelles c'est nécessaire.

* Développer la démocratie

Tout adhérent a le droit d'être informé : la démocratie, c'est aussi développer les liens entre adhérents, en se donnant les moyens d'envoyer régulièrement des courriers, bulletins ou autres publications. L'activité financière de l'association et notamment la collecte de la cotisation syndicale, est donc déterminante pour la vie démocratique de l'UNEF. C'est ce qui permet à chacun d'avoir les éléments nécessaires pour intervenir autour de lui. Soyons encore plus à l'écoute, attentifs aux préoccupations de chacun de nos adhérents qui n'ont pas forcément les mêmes motivations.

Enfin, comme on adhère pour agir, la meilleure façon de compter avec tous, c'est qu'à chaque réunion, une décision soit prise.

V - DES RESPONSABLES SENSIBLES ET DETERMINES

Nous sommes exigeants à l'égard de nos responsables. Ils doivent être proches des étudiants, sensibles aux problèmes, déterminés à les combattre et à impulser la riposte.

Nos élus ont une responsabilité particulière : ils doivent être attentifs aux projets, à ce qui se prépare dans les conseils, rendre compte de leur mandat, avoir un rôle actif pour anticiper la riposte. C'est un atout maître pour impulser les luttes.

Avoir une activité dynamique et cohérente, nécessite un Collectif National qui prenne les décisions et définisse, à tout moment, les orientations les plus efficaces. Nous avons également besoin d'un Bureau National qui aide mieux encore, de manière directe et concrète, les AGE et leurs associations à l'implantation dans de nouveaux endroits, à la mise en oeuvre de notre démarche. Les membres du Bureau National sont mandatés pour impulser la mise en oeuvre de notre orientation, pour la faire respecter, pour l'enrichir et favoriser sa maîtrise, ils doivent aider partout à dépasser les blocages et les lenteurs éventuelles. Chez nous, pas de bonnes places ni d'arrivistes, ils ont pour responsabilité, d'impulser les luttes, d'aider l'UNEF, ses AGE, ses associations, à y donner toute l'ampleur nécessaire en étant à l'écoute des étudiants et des adhérents, en éclairant sur les dangers et la cohérence des coups portés.

